Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Euro-le-miracle-ou-la-mort-par-Frederic-Lordon>

« Euro : le miracle ou la mort » par Frédéric Lordon

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : samedi 25 avril 2020

Description :

« Euro : le miracle ou la mort » par Frédéric Lordon

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Après la *near death experience*, la *full death experience* ? Rattrapé de justesse par le « *whatever it takes* » de Mario Draghi en 2012 [1], l'euro, passé à un cheveu, n'avait en réalité que gagné un peu de temps pour se reconstruire entièrement et se rendre capable d'encaisser le choc d'après. Dont il était certain qu'il allait venir. On le voyait plutôt arriver [sous la forme d'une nouvelle crise financière géante](#) puisque la déréglementation financière les ré-engendre comme le cycle des saisons les saisons, à plus forte raison quand aucun des problèmes fondamentaux de la sphère des marchés de capitaux n'avait été réglé à la vérité il n'y a pas trente-six solutions pour supprimer les problèmes de la finance de marché, il n'y en a même qu'une : supprimer la finance de marché.

Mais des intérêts si puissants y sont accrochés si fort qu'il fallait toute la naïveté du monde pour imaginer que, dans le cadre maintenu des institutions politiques du néolibéralisme, quoi que ce soit de sérieux pourrait être entrepris de ce côté-là. Obama, l'espace d'un instant, s'était cru doté d'un début de pouvoir de négociation et avait, dit-on, mis en demeure les moghuls de la finance [en ces termes](#) : « Entre les fourches et vous, il n'y a que moi ». Les réalités du financement des campagnes et la promiscuité amoureuse des Démocrates et de Wall Street avaient eu vite fait de le ramener à la raison. L'affaire s'était soldée par le [Dodd-Frank Act](#), pas tout à fait rien mais pas grand-chose non plus, comme les événements à venir se chargeront de le vérifier.

Pendant ce temps en Europe, Sarkozy moulinait des petits bras à Toulon et *The Economist* jouait à se faire peur en se demandant si c'était la fin du capitalisme à dieu merci, non ; fin 2008 début 2009 on avait vu les gouvernements autoriser des choses étrangement dérogoratoires au dogme libéral-européen, on annonçait que tout serait différent, voire plus rien comme avant, qu'on méditerait très fort, tirerait toutes les conséquences. Et puis dès la mi-2009, la vague proprement financière-bancaire de la crise ayant été contenue, le retour à l'écurie était prononcé : tous ces déficits qu'on avait laissés se creuser, c'était pour l'année en cours, pas davantage, le programme désormais était : restauration du sérieux, la dette qu'on ne peut pas laisser à nos enfants, nécessaires efforts et nous voyons se dessiner une configuration que ni Hegel ni Marx n'avait prévue : la première fois comme farce, la seconde (celle où nous sommes aujourd'hui) comme énorme farce.

De la mare aux canards à la mer démontée

Avec toutefois une légère différence : ce qui s'annonce est d'une magnitude qui renvoie l'onde post-subprime à l'état d'aimable clapotis. C'est là le moment de se souvenir que l'euro est passé à ça de faire naufrage dans la mare aux canards enfin de ce qui nous apparaîtra bientôt comme telle. Or, depuis dix ans, les institutions européennes n'ont pas bougé d'un iota et il est inutile d'arguer de la politique monétaire « non conventionnelle », de la création du MES ([2]) ou de celle d'une union bancaire Potemkine, qui n'ont rien changé au *dur* des règles de politique économique, de cela aussi on s'apercevra bientôt. À quoi s'ajoute que l'humanisme alter-européen a, lui également, tout congelé, en enfermant le débat dans l'unique option de l'autre-euro-possible, démocratique, ça va sans dire, mais sans se poser la moindre question quant à la transformation concrète de la citrouille en carrosse sans doute suffisait-il de *vouloir*, mais bien fort.

Sans le commencement d'une analyse des conditions de possibilité politiques, et avec tous les bénéfices de la posture humaniste-avantageuse, on pouvait être certain de la complète immobilisation du débat. Lancé en 2015, pourtant après le massacre de la Grèce, le DiEM 25 de Varoufakis trouvait dispensable de se demander par quelles voies il rallierait à son « *euro démocratique* » l'Allemagne qui a mis ses efforts les plus réfléchis à le soustraire à toute démocratie et la poursuite de la chimère n'était bonne qu'à nous faire perdre dix années de plus. Pendant ce temps les re-rédacteurs sociaux-démocrates de traités livraient des opuscules successifs d'épaisseur tendanciellement nulle ([3]), occupés à re-fagoter tout ce qu'on veut sauf le *nucleus* des règles ordolibérales qui font l'austérité constitutionnelle. C'est-à-dire ce qui avait causé la *near death experience* de 2010-2012, et était bien certain d'en causer tôt ou tard une nouvelle. Toutes les questions jadis posées quant à la permanence des règles les

plus fondamentales et (logiquement) les plus inamovibles, quant à l'identité des effets qu'elles ne manqueraient de recréer sous un choc équivalent à celui des subprimes, restent alors sans réponse à€” autres que des alter-sermons européens-démocratiques. Voilà où conduit le refus de poser les problèmes quand on les trouve trop embêtants : en 2020, avec face à soi la Réplique (on ne sait d'ailleurs plus si l'on est étonné ou pas du peu de temps qu'il lui aura fallu pour arriver).

Alors nous aurons la *full death*. Car on ne voit pas ce qui pourrait sauver l'Europe de ce qui lui vient dessus, et dont elle avait failli trépasser dans la version « *miniature* » 2009-2015. En réalité la mécanique est enclenchée, et elle donne déjà les mêmes admirables résultats. On dira cependant que cette fois-ci « *c'est différent* » : c'est-pas-les-marchés à€” c'est un virus. Donc un « *choc exogène* » à€” les impondérables du dehors de l'économie sinon parfaitement autorégulée, la faute à pas de chance en quelque sorte. Évidemment le virus est rien moins qu'exogène à€” si c'est par des médiations allongées, il est le produit de la dévastation environnementale capitaliste, et a par ailleurs trouvé ses parfaites voies de propagation dans les circulations frénétiques de la mondialisation. L'essentiel cependant tient à ce que le désastre ne trouve véritablement sa catalyse que dans et par le réacteur des marchés financiers, l'instance où sont rendus les jugements sur les dettes à€” et où, par gros temps, on a pour habitude de donner à ces jugements la forme du cataclysme.

Mur de dettes (et hypothèses de déconfinement)

Or, « *des dettes* », pour sûr il va y en avoir, et de tous les côtés, privé autant que public. Privé d'abord à€” à l'encontre du commentaire médiatique pour lequel il n'y a de dette que *publique*. L'effondrement de l'activité met les trésoreries d'entreprises, particulièrement des petites, dans des situations qui vont de très préoccupantes à carrément désespérées. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a engagé un plan de fourniture de liquidité colossale pour se porter explicitement protectrice de toutes les entités économiques contre la faillite : les banques allongeront des crédits que la banque centrale s'engage à racheter. Mais pour combien de temps ? « *Jusqu'à ce que la reprise soit solidement engagée* », indique Jerome Powell le président de la Fed. Soit, pour l'heure, une réponse à peu près équivalente à celle de la célèbre question sur « *le fût du canon* ». Et en fait porteuse d'une hypothèse implicite quant à la nature bien circonscrite du choc dans le temps : « *un certain temps* » donc, dont on ne sait pas exactement combien il va durer, mais dont on ne doute pas qu'il aura une limite nette et, espère-t-on, prochaine. Bref : là les gens sont malades, mais quand ils seront guéris, bientôt, ils retourneront au travail et on les fera rattraper. Choc violent mais temporaire et « *propre* » ; mesures exceptionnelles mais transitoires pour passer le mauvais moment ; retour à la normale.

Ou pas. Car il n'est pas du tout certain que le profil de la dynamique épidémiologique ait ces propriétés de netteté que lui voudrait la réponse de la politique monétaire. Soit donc le scénario de déconfinement « *pas franc du collier* » : partiel, sélectif (par exemple par régions), gradué, réversible surtout, avec des alternances de reconfinement en cas de reprises de feu locales, voire général dans l'hypothèse d'une deuxième attaque d'automne, possiblement accompagnée de mutation rendant inutile la première immunité acquise, etc. Et le « *mauvais moment à passer* » de s'étaler non plus comme moment mais comme quasi-régime à€” celui d'un choc d'offre (et de demande) prolongé, variation un peu bizarre autour de l'idée de « choc » : le « choc continu » (et à intensité fluctuante). Pour être complet, le déconfinement pourrait prendre « *des mois, peut-être un an* » [avertit](#) ainsi un épidémiologiste belge. Bien, bien, bien.

Sachant que l'Insee évalue à 1,5 point de PIB la perte de deux semaines de confinement, vous calculerez la perte d'un confinement qui durerait « peut-être un an » ?

En fait non, on ne va rien calculer, parce que ça fait trop peur.

D'ailleurs, l'Insee calcule pour 8 semaines de confinement, point, et c'est déjà assez frappant comme ça : à € 6 % de récession (8 % dit maintenant la Banque de France, à comparer aux à € 2,2 % de 2009, la-pire-récession-depuis-1945), et 12 % de déficit (7,5 % en 2009). Et ceci quoique l'exercice à € mais il lui fallait bien un cadre à € soit typiquement du genre « *confinement net* ». Là où rien ne garantit qu'il en ait le bon goût, ni que, la parenthèse des 8 semaines mal fermée, les rythmes de production reviennent à la normale. Si la sortie de confinement est du genre « *pas net* », et pire encore si elle le demeure pour une durée indéfinie mais du calibre « *des mois et peut-être un an* », évidemment il s'ensuit un tableau passablement différent.

Ce qui prend de la gîte dans le scénario « *pas net* », c'est l'idée que les pouvoirs publics *lato sensu* vont tenir à bout de bras l'économie (chômage partiel, reports de prélèvements divers du côté de l'État, concours de liquidités *open bar* du côté de la banque centrale) tout le temps du « *mauvais moment* » puisque, précisément, si l'on n'exclut pas que le moment tourne moins mauvais par intervalles, on voit qu'il va durer... un certain temps. Peut-être même un temps certain, avant de revenir *nettement bon*. Et que, un temps certain, s'il se compte jusqu'à un an, ça fait beaucoup trop pour béquiller continûment le secteur privé.

Pour l'heure, les marchés financiers, à qui rien de ce qui est obscène n'est étranger, s'en donnent à cœur joie adossés à la digue anti-faillite dressée par la Fed. Mais le jour où la Fed annoncera que la digue était temporaire et la retirera alors que le flot continue de monter, l'ambiance devrait changer sensiblement. L'énormité des tensions de trésorerie converties en dettes de court terme s'arrêteront désormais dans les bilans des banques privées, sans pouvoir négocier la dernière étape du parcours, celle de la reprise par la banque centrale. C'est à ce moment qu'on commencera à faire des comptes pénibles, les comptes des NPL, les *non-performing loans*, le nom présentable des créances pourries. Et à numéroter les banques en voie d'aller au tapis. À moins que ces dernières, anticipant, n'aient elles-mêmes débranché les agents économiques du respirateur de crédit, et que ce soient ceux-ci dont on ait à mesurer l'hécatombe.

L'invariable « solidarité » européenne

On dit la Fed, mais on dirait tout aussi bien la BCE, laquelle, du reste, n'a pas encore jugé utile d'émettre quelque message formel de garantie. Il n'est d'ailleurs pas certain qu'on ait à en arriver jusque-là avant que les forces centrifuges ressortent de la boîte, et sous une forme autrement violente qu'en 2010-2015. La langue anglaise a pour elle le verbe *to skyrocket*, et ce sera bien le mot à € pour les déficits et les dettes publics. L'anglais de bistrot à flipper possède lui : *same player shoot again*. Et comme la crise de l'euro a gagné l'extra ball, on pourra s'en servir aussi.

C'est que, comme en 2010, tout, dans la situation européenne invite de nouveau au chaos. Il ne faut pas se tromper quant aux déclarations d'Angela Merkel de suspendre la « règle d'or », ou celles de la Commission de mettre entre parenthèses les habituels critères (3 %, 60 %). Ces mouvements de bonne volonté n'auront qu'un temps, moins long que celui du fût du canon, et sans doute aussi étroitement compté que les tolérances de 2009 à € pour cette année, sous le coup de la légitime émotion sanitaire, ça va, mais dès que possible : *Disziplin!* Villeroy de Galhau à la Banque de France, Lagarde à la BCE, Le Maire à Bercy : le discours stéréophonique des « efforts » est déjà là pour nous y préparer. Alors viendra la seconde fois comme énorme farce. La détresse financière de l'Italie, de l'Espagne, peut-être de la France également, s'annonce sans fond. Et de même, en face, l'intransigeance des institutions européennes sous hégémonie du bloc allemand.

On rapporte que la réunion du conseil Ecofin du 9 avril s'est terminée [sous les applaudissements](#) de ses propres participants à € mélange de contentement de soi propre à la condition séparée et de prudence confusément consciente qu'il ne faudra pas trop compter sur les applaudissements du dehors. De fait, les motifs de célébration sont des plus minces. Certes le MES s'est dit prêt à mettre du volume (500 milliards d'euros), mais n'a rigoureusement rien lâché sur l'essentiel, à savoir la conditionnalité, c'est-à-dire la contrepartie « d'ajustement »

exigée de tous les bénéficiaires de ses fonds â€” cela même qui a envoyé la Grèce au tapis. *Same player shoot again* disions-nous, mais cette fois avec un pays qui fait 16 % du PIB de la zone euro ([4]) (et non 2 % comme la Grèce...), et porte une dette de 2 400 milliards d'euros (et non 400 milliards ([5])) â€” on ne dit rien de l'Espagne (11,8 %), de la France (19,2 %), des autres...

Pendant ce temps le paysage politique est toujours aussi favorable. L'Italie, connaît un spectaculaire retournement de son opinion publique, longtemps la plus européenne, désormais en proie au sentiment majoritaire de l'abandon et du dégoût. On la comprend : la nullité européenne a été éclatante. Les excuses tardives de la présidente de la Commission, ses élans fabriqués â€” « *nous sommes avec vous* », essentiellement à comprendre sur le mode de l'antiphrase â€” ont eu pour unique effet de confirmer les Italiens dans l'idée qu'on les avait laissés choir. C'est bien ce que leur dit à nouveau, mais en termes plus techniques, la réunion de l'Ecofin sous auto-applaudissement :

- 1) nous vous traiterons comme la Grèce,
- 2) pour ce qui est d'un mécanisme de mutualisation des dettes de type eurobonds/coronabonds, vous pouvez toujours vous fouiller.

On se demande d'ailleurs s'il y a lieu de s'en plaindre car, avec cette Europe, même les solutions qui sauvent â€” ou semblent telles â€” ont leur part vicieuse : les eurobonds **s'annonçaient** comme un dispositif à super-conditionnalité, voire à mise sous tutelle ouverte â€” forcément, la « solidarité », ici, ne vient jamais sans « contrepartie ». Les coronabonds n'auraient probablement pas échappé à l'idée.

Et puisque l'Europe, immobilisée dans ses institutions, est incapable d'autre chose que de tragique de répétition, nous voyons déjà les mêmes personnages rejouer les mêmes scènes. Jeroen Dijsselbloem, le bourreau des Grecs à l'Eurogroupe, s'est trouvé pour doublure Wopke Hoekstra, ministre des finances des Pays-Bas et d'une brutalité comparable â€” on lui doit dès la fin mars le torpillage express du projet de coronabonds, accompagné d'une lourde mise en cause de l'Italie, accusée en substance d'être incapable, par impéritie budgétaire, de faire face à la situation, et à la limite de la commission d'enquête, un de ces moments confraternels dont l'UE a le secret. Et l'on voit déjà venir l'éternelle réplique, celle qui avait failli faire le tombeau de l'euro dans les années 2010, et le fera pour de bon cette fois-ci : « *Nous ne payerons pas pour les autres* ». Chacun sa mouise â€” c'est l'Europe de la solidarité. Hollandais, Allemands, Luxembourgeois, Finlandais, d'autres encore : nous ne payerons pas pour les autres.

Comme en 2010 : le roc allemand

Et les Allemands décidément moins que jamais. C'est que sur le front sanitaire, qui conditionne tous les autres, l'Allemagne semble en train de s'en tirer mieux que tout le monde, jusqu'à faire honte à la France : capacités hospitalières de réanimation à l'aise, politique de tests intensifs, nombre de morts relativement bas, amortissement précoce de la courbe â€” on rappelle que la France en est à attendre ses masques pour la fin juin... La sortie de confinement allemande pourrait donc être prochaine â€” et sa reprise d'activité aussi. Ses pertes de croissance, son supplément de déficit, de dettes privées et publiques seront plus faibles que celles de ses partenaires parce que, se dira-t-elle, non sans raison, elle était *mieux organisée qu'eux*. C'est le genre de performance qui n'incite pas à la patience pour les traînants, et encore moins à la solidarité financière : *leur* mouise.

Il n'y aura pas d'eurobonds, il n'y aura pas de coronabonds, il n'y aura pas de solidarité. Il y aura des dettes publiques nationales colossales, avec en face le seul bon vouloir de la BCE pour en racheter et limiter, pour les plus en difficulté, l'explosion des *spreads* ([6]), non sans plafonnement d'ailleurs, car cette fois-ci aucun « *whatever it takes* » n'a été posé â€” forcément à 2 400 milliards d'encours pour l'Italie et 1 290 pour l'Espagne, « *whatever* » ça commence à faire un saladier, et on y regarde à deux fois. Sans parler du fait qu'au conseil des gouverneurs, les représentants de certains pays commenceront à voir d'un mauvais oeil que la BCE se transforme en aspirateur à

mauvaise dette *des autres*. On « aidera » ceux qui doivent l'être, mais *financièrement*, c'est-à-dire via les procédures du MES, dans la limite de ses moyens... et surtout moyennant une surveillance à la grecque.

Disons les choses : on ne voit pas des pays de la taille de l'Italie ou de l'Espagne se plier à ce traitement, encore moins quand l'amertume s'accompagnera du discernement des solutions rationnelles. Face à l'énormité de ce qui s'annonce, il n'y a de parade que dans :

- **1)** la possibilité de concours *directs* de la banque centrale au Trésor à la manière dont le Royaume-Uni vient d'en poser l'autorisation de principe (révolution de politique monétaire passée inaperçue) ;
- **2)** des annulations *massives* de dette portées par la banque centrale en faveur du secteur privé comme du secteur public. Soit les deux choses prohibées par-dessus tout par les règles de l'eurozone sous domination allemande.

La leçon de choses ouverte en 2009, encore d'une parfaite fraîcheur, enseignait que la crise terminale de la malfaçon européenne pouvait prendre deux formes polaires : la forme politique par rupture violente d'un pays trop maltraité qui, sous la pression populaire, considère que la défense de ses intérêts vitaux n'est plus compatible avec l'appartenance à l'eurozone ; la forme financière par cataclysme dans les marchés obligataires, soit que les investisseurs déclarent telle dette souveraine « insoutenable » et testent les limites de la banque centrale à intervenir pour contrer l'ouverture des *spreads* (et l'auto-réalisation du jugement d'insoutenabilité ([Z](#))) soit qu'ils commencent à flairer la dislocation au travers d'un X-exit, avec X = un pays proche de son point de rupture politique, comme le fut la Grèce entre 2011 et 2015 et c'est déjà indiquer par-là comme les deux formes typiques peuvent parfaitement trouver à se combiner pour le pire.

C'est donc de nouveau sur le même roc que l'euro est appelé à se fracasser, le roc de l'intransigeance allemande à envisager des réponses de politique monétaire que toute son histoire lui a fait prendre en effroi. Redisons alors qu'une nation ne saurait être tenue pour responsable de ses hantises collectives, car chacun a les siennes. Mais que c'était un projet fou de faire monnaie commune avec un pays secoué en cette matière de tels cauchemars, et par ailleurs doté du pouvoir d'en imposer à tous les conjurations, quand ces conjurations, que lui pourra peut-être soutenir dans le choc adverse, s'avèrent hors de portée des autres, et même faites pour les détruire.

Ce n'est pas que l'Europe, et à l'intérieur de l'Europe l'Allemagne, n'aient pas fait le *moindre* mouvement depuis 2009. La mise entre parenthèses du dogme budgétaire dès le début de la crise présente, le repositionnement rapide de la BCE sur des programmes d'achats massifs (même s'il a fallu que Lagarde s'y reprenne à deux fois, après un premier refus d'obstacle), ne sont pas rien. Mais on a dit quelles attentes réalistes et *durables* on pouvait y placer. Sur le front des finances publiques, la tolérance budgétaire sera brève et les pressions à l'ajustement arriveront vite. Sur le front monétaire, plus décisif encore, la question sera celle des annulations de dette par la BCE c'est-à-dire de leur monétisation à (très) grande échelle. Monétiser-annuler. Les dettes. Le point de cauchemar allemand par excellence. Or il n'y aura pas de voie praticable à part cette stratégie monétaire.

En 2012, l'Allemagne avait avalé le « *whatever it takes* » à l'ultime moment et l'avait fait payer au centuple à la Grèce. À chaque crise, la structure d'ensemble sous influence allemande est testée en ses points de rigidité, et demande, pour ne pas rompre, un déplacement quasi-miraculeux. Les crises augmentant d'intensité, la structure a toujours un temps de retard dans son ajustement, et se trouve testée sur un point toujours plus névralgique, demandant un miracle toujours plus spectaculaire. Vient un jour la sollicitation maximale. Nous y sommes.

Pour que l'euro ne termine pas cette fois, il ne reste qu'une possibilité hors la stratégie « *cierges et miracle* » : que l'Allemagne, elle aussi, soit contrainte à cette solution de l'annulation des dettes pour éviter d'y rester comme les copains. La seule chose qui puisse sauver l'euro, c'est que l'Allemagne se voie elle-même incapable d'accommoder le choc titanesque *dans le cadre de ses propres prescriptions*. Et qu'elle aussi se trouve en situation de devoir

arbitrer entre le maintien de ses principes et la préservation de ses intérêts essentiels à€” entendre : contenir la dislocation économique et sociale. Ce dont l'Allemagne est rigoureusement incapable à€” transacter sur ses principes avec les autres à€” peut-être le peut-elle avec elle-même. Encore faudrait-il qu'elle rende le bon arbitrage, qu'elle le rende suffisamment vite et suffisamment fort pour que d'autres n'y soient pas passés avant et que tout n'ait pas explosé avant la Pentecôte allemande. Alors, et alors seulement, l'euro aurait une dernière, une ultime chance.

En réalité l'événement qui s'annonce est tellement énorme qu'il en est ambivalent à€” et nous voilà rendus à la contingence de ses issues : soit la violence faramineuse du choc emportera tout à€” et l'euro aux poubelles de l'histoire à€”, soit elle aura fait sauter (à temps) le dogme allemand, et permis que tout le reste ne saute pas derrière. On y pense et on se dit que, finalement, un cerge ou deux ne seraient pas de trop à€” politique monétaire « non conventionnelle ».

Pendant ce temps en tout cas, Varoufakis s'est réveillé en sursaut. Le voilà qui [déclare](#) que « *l'Europe ne mérite pas de survivre* », et [annonce](#) que « *la désintégration européenne a commencé* ». Dans la presse italienne. Manifestement il prend la voie laïque à€” cette fois il pourrait bien avoir raison.

De la révolution

Dans son « *Essai sur la révolution* », Hannah Arendt discute cet étonnant paradoxe qui a voulu qu'on nomme ainsi les événements politiques les plus convulsifs. « Ainsi », c'est-à-dire d'après l'astronomie, où le mot désigne l'invariable rotation des planètes à€” étrangeté, donc, qui aura voulu que ce soit par ce qui a d'abord signifié l'éternel retour du même qu'on désigne les grandes cassures de l'histoire. C'est que, explique Arendt, le mot « révolution » au XVIIe et XVIIIe siècle, était également chargé d'une connotation d'invincible fatalité, comme oeuvre irrésistible de forces armées ailleurs, dont il n'y avait plus qu'à enregistrer l'inexorable effet. L'esprit du temps pensait donc aux planètes, l'esprit contemporain aura peut-être davantage des images, par exemple, de tsunamis, formés sous un choc survenu à des milliers de kilomètres, mais dont la ligne de front est vouée à une avancée à laquelle rien ne pourra être opposé à€” la même figure de la nécessité, dont il n'y a plus qu'à attendre l'accomplissement.

Déjouer la nécessité, ou en infléchir le cours, c'est normalement l'affaire de la politique. Mais les institutions européennes se sont ainsi agencées qu'elles n'ont aucun degré de liberté réel à€” si quelques ajustements sont localement et temporairement possibles. Sans la moindre capacité de mouvement, de redistribution sur des points névralgiques où son *hegemon* est pour ainsi dire « psychiquement » incapable de compromis, sans la moindre plasticité, donc, ces institutions sont vouées à souffrir le choc, à en reprendre les tensions sans pouvoir les accommoder, et en espérant qu'elles ne se trouveront pas portées jusqu'à leur point de rupture. Mais il y a des limites à ce qu'une structure rigide peut encaisser. Elles avaient failli être franchies dans les années 2010, sous l'effet d'un choc jugé énorme à l'époque, mais dont nous voyons qu'il est sans comparaison avec celui qui s'annonce.

Nous sommes loin de l'épicentre, rien de concret pour l'heure n'est visible, tout est encore abstrait à€” et par-là offert au déni ou à la minimisation. Mais le séisme sous-marin a eu lieu, il propage son onde, et la ligne de front du tsunami s'est mise en mouvement. Elle nous vient dessus, rien ne semble pouvoir l'arrêter. Révolution.

Frédéric Lordon* pour son blog personnel [La pompe à phynance](#)

[La pompe à phynance](#). [Les blogs du Diplo](#). Paris, le 21 avril 2020

* **Frédéric Lordon** es un economista francés que trabaja con la filosofía, según su propia definición, director de investigación en el CNRS en París. Es el autor de « *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières* »,

Raisons d'agir, octobre de 2008 ; « *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* », Presses de Sciences Po, 2008 ; « *Et la vertu sauvera le monde* », *Raisons d'agir*, 2003 ; « *La politique du capital* », Odile Jacob, 2002. « **Imperium** » **Structures et affects des corps politiques**. La Fabrique, septembre 2015.

Commentaires :

Yolande (21 avril @14h36) Nous serions très intéressés par un avis éclairé sur le sort prévisible (envisageable) des emprunts réalisés par les particuliers en euros, pour l'achat de leur résidence par exemple, lors d'une sortie de l'euro. Pourquoi, nulle part, cette question n'est jamais abordée par les spécialistes de l'économie. Les profanes ont besoin d'être éclairés sur leur sort concret. Quels seraient les scénari envisageables ? Y'aurait-il une quasi impossibilité à rembourser dès lors que le pays est sur-endetté. Les banques y trouveraient-elles une nouvelle occasion d'y faire leur blé ?

* * *

Philippe (21 avril @18h30) Bonjour, pour répondre à Yolande, il ne se passera rien de spécial pour les particuliers ayant des crédits à rembourser. Le crédit sera remboursé dans la nouvelle monnaie locale de la même façon qu'en 2002 les crédits souscrits en franc ont été automatiquement convertis en euro. Le seul souci éventuel est pour le créancier, s'il est étranger, car comme il y a fortes chances de dévaluation de la monnaie locale, il sera remboursé en monnaie de singe.

* * *

D'Hondt Jacques (21 avril @20h07) Comme toujours une vision claire, d'une logique rigoureuse et une continuité historique dans l'analyse. Dommage que les multiples commentateurs économistes qui hantent les lucarnes télévisuelles en affirmant tout et son contraire avec une navrante absence de rigueur intellectuelle ne fassent pas amende honorable tout en s'imposant beaucoup plus de discrétion. Je voudrais poser la question de l'inflation. N'est ce pas l'instrument idéal pour alléger le poids des dettes ? Ne va t elle pas, même si l'Allemagne et son ancien traumatisme historique la surveillent comme le lait sur le feu, exploser sous la pression des secteurs du commerce et des services, en difficultés graves et dès lors souhaitant rapidement 'se refaire' une meilleure santé ? Le dilemme consommateurs en précarité et explosion des prix à la consommation mène vers l'explosion sociale, sauf si on indexe rémunérations et allocations diverses à l'inflation devenue galopante. Où les états ruinés trouveront ils le moyen d'y faire face sinon en dérégulant toutes les règles de concurrence libre, de marchés mondiaux ouverts, de contrôle des flux financiers tellement laxistes que l'Europe a coulé en règles intouchables dans ses traités ? .

* * *

John Major (21 avril @20h12) Il manque a rappeler la situation de l'Europe avant la monnaie unique. Les attaques financières permanentes entre chaque pays de l'UE. La situation de l'Italie difficile face aux paris agressifs sur sa dette et qui n'aurait sûrement pas survécu étant donnés les attaques internationales sans communes mesures de ces dernières années.

On est loin de la panacée mais quelle commune situation de la « mise au pas » de la Grèce, si demain l'Italie, l'Espagne voire la France (pour reprendre les exemples justes) sortent demain de l'Euro-groupe ?

Il manque à tenir compte de la géopolitique et du social, et non pas du pouvoir économique face à un idéal bien nourri. Rappeler que la guerre économique, la misère, ne sont que les premiers pas vers une véritable guerre physique ; ce contre quoi cette Europe a été construite.

Ne pas manquer de se pencher sur l'Histoire, les manqués de la construction Européenne, des plaies qui n'ont même pas mérité une analyse collective : cf. discours de Mendès-France sur le traité de Rome, le torchis de VGE, le productivisme déchu de 70 qui pourtant n'a accouché de rien (combien d'année sans PAC ?) sinon ré-abolir les quotas laitiers sous la pression de syndicats qui tuent leurs adhérents,... Si aujourd'hui l'Allemagne et d'autres doutent de l'effacement de la dette, c'est bien car l'Europe n'est pas unie, n'est pas fédérale, pour avoir des garanties, une histoire et des décisions intimement liées et nécessaires ! On fera la grâce de l'Histoire de la Grèce moderne et de ses relations bien que pourtant nécessaires pour ne pas rester le nez dans le guidon de ses 30 dernières années.

Enfin ne pas manquer d'apostropher, hors de toute fine analyse technique, que si la Terre supporte mal de vivre à crédit, qu'il est impensable que des nouvelles générations subissent un crédit de ceux qui en ont profité avant (comment ça mal géré ?). Mais que cette fameuse Révolution ne peut pas se faire du jour au lendemain. Encore moins avec tous les principaux organes de presse et média abandonnés aux mêmes pouvoirs. La pseudo-révolution de 1789 déjà gagnée par les bourgeois, je ne donne pas cher de la génération Bolloret-McDo, en attendant le cataclysme final de la pensée unique made in Netflix...

Investissons-nous chaque jour un peu, plutôt que d'attendre un boom des masses à€” pour le coup, lui, bien utopique, sinon extrême et étêté...

* * *

prof-ane (21 avril @22h23) M.Artus sur BFM.B, acte la mise en place de facto de l'hélicoptère monnaie par le mécanisme de chômage partiel lui-même financé par de la pure création monétaire....dément le pourcentage de dette de 115% du PIB en ce que les nouveaux emprunts sont eux aussi issus de la création monétaire et sont donc par définition non remboursables...pose in fine la problématique de l'utilisation du surplus de monnaie créée comme facteur de déstabilisation des flux financiers, rejetant l'inflation comme issue du gonflement de la masse monétaire (cf. Dette nipponne), profétisant une hausse des prix immobiliers comme destination finale de la monnaie nouvellement créée... Au regard des besoins de financement du système de soins doit-on envisager la création de sicav ou de sci hospitalières pour absorber la nouvelle monnaie larguée par hélicoptère ? Inflation ou pas ?

* * *

Axel (22 avril @09h25) Yolande, sur les emprunts réalisés par les particuliers en euros, il y a, je crois, deux scénarios :

- Le montant à rembourser reste en euros, et les particuliers vont devoir changer leur "francs", à un taux potentiellement de plus en plus défavorable, pour continuer à rembourser en euros (risque de change sur les particuliers, votre prêt change de nature)
- Le montant à rembourser est converti en « francs » au moment de la sortie de l'euro (par exemple vous deviez 1000€ qui deviennent 1000F. Quel que soit le taux de change futur, vous devrez toujours 1000F. Le poids du crédit dans vos dépenses pourrait même diminuer s'il y a un peu d'inflation (et que les salaires en francs suivent).

La première situation me paraît beaucoup plus risquée que la deuxième, et j'ose espérer que les banques françaises pratiqueraient une conversion des prêts immobiliers en francs au moment de la sortie, sous les directives éclairées de la Banque de France, qui retrouverait alors une vraie souveraineté monétaire.

Le vrai risque réside plutôt au niveau des banques privées qui auraient à absorber un choc de change, et donc la question de la nationalisation des banques se pose. En outre, comme la France dispose des plus grosses banques européennes, une sortie de la France se solderait probablement par une implosion de la zone Euro, et donc très vite le concept d'euro disparaîtrait complètement ...

* * *

A. Deschamps (22 avril @17h59) Bonjour M. Lordon, Votre article est passionnant mais je me pose une question ; pourquoi vouloir absolument sauver l'euro ? A supposer que l'Allemagne renie ses obsessions pour sa survie elles resurgiront dès la sortie de crise. Par ailleurs les divergences entre les membres de la zone euro sont structurelles et de nature quasiment anthropologiques ; seul un authentique fédéralisme budgétaire qui impliquerait des transferts financiers considérables de l'Allemagne vers les pays du Sud pourrait rendre l'euro viable et de cela nous pouvons être sûrs que l'Allemagne ne voudra jamais, à juste titre d'ailleurs. La seule solution raisonnable me semble être une dissolution si possible négociée de la zone euro avec peut-être maintien d'une monnaie commune comme vous l'aviez excellemment proposé dans votre livre "La Malfaçon".

* * *

Antoine (22 avril @21h38) Dette : Bonjour, Merci pour ce blog (et l'ensemble de votre œuvre toussa toussa). Pour

rejoindre l'internaute précédente et de manière plus large, j'ai l'impression de ne plus trop entendre parler d'annulation des dettes. À la suite de 2008, le livre très éclairant et très sympathique de David Graeber (Dettes, 5000 ans d'histoire) m'avait semblé rentrer en écho avec un certain nombre d'autres penseurs qui réclamaient l'annulation pure et simple. Actuellement, et devant le tsunami qui arrive, on pourrait penser (bêtement et comme le français France en bas que je suis) que même les capitalistes, par souci de préservation du système, pourraient envisager cette solution (sans doute difficile à formuler le premier et encore plus à faire admettre à la ronde (encore que ?) mais un reboot ne vaut-il pas mieux qu'un crash général ?)

Bref, je n'ai pas l'impression d'entendre ou de lire beaucoup de choses à ce propos mais peut-être suis-je en train de passer à côté.

@ bientôt, Antoine

[1] C'est avec ces trois mots en effet *whatever it takes* que Mario Draghi en 2012 a stoppé la crise de l'euro, en indiquant que la Banque centrale européenne (BCE) était prête à mettre « tout ce qu'il faudrait » de liquidités sur les marchés pour briser la spéculation qui pariait sur l'éjection de la Grèce, et l'éclatement subséquent de toute la zone.

[2] Le Mécanisme Européen de Stabilité (MES), sorte de « Fonds monétaire européen » a été créé en 2012 comme instrument d'assistance financière et de restructuration des dettes souveraines des États-membres.

[3] Stéphanie Henneke, Thomas Piketty, Guillaume Sacriste et Antoine Vauchez, « Pour un traité de démocratisation de l'Europe », Seuil, 2017 ; « Changer l'Europe, c'est possible ! », Seuil, 2019.

[4] Tous les chiffres sont de 2018, sources Insee, Eurostat.

[5] Et moins de 300 au commencement de la crise grecque.

[6] Le spread désigne l'écart des divers taux d'intérêt souverains avec un taux de référence, en l'occurrence, dans l'eurozone, le taux allemand. Il s'agit d'une variable décisive puisqu'en cas d'interrogation sur la soutenabilité d'une dette d'un État, la spéculation se précipite pour en vendre les titres, donc en élever les taux (et élargir le spread), ce qui a pour effet d'alourdir la charge de la dette et d'aggraver plus encore la situation financière de l'État en question.

[7] Voir note précédente.